



Paris, le 15 avril 2013

## **Déblocage de la participation : non, merci !... Une fausse solution pour le pouvoir d'achat.**

Le Président de la République vient d'annoncer un déblocage exceptionnel (sous six mois, avec un maximum de vingt mille euros) de la Participation. Nous avons déjà connu des opérations similaires à plusieurs reprises dans un passé récent. Ces déblocages, qui deviennent récurrents, sapent le développement de l'épargne salariale, souvent la seule que les salariés peuvent mettre facilement en œuvre.

Le Comité intersyndical de l'épargne salariale (CIES), composé des confédérations CFTC, CGT, CFDT et CFE-CGC, tient à exprimer sa vive opposition à ce projet de déblocage « exceptionnel » dont l'expérience a déjà montré :

> L'inefficacité en matière de pouvoir d'achat, notamment pour les salariés les plus modestes :

- Parce que ces sommes ne concernent pas les salariés au pouvoir d'achat le plus faible, en particulier ceux des TPE, qui ne bénéficient pas de ces dispositifs. La Participation est un dispositif fortement inégalitaire, puisque les salariés des entreprises de moins de 50 salariés n'en bénéficient pas et que les études montrent qu'elle est d'autant plus élevée que la taille de l'entreprise est importante.
- Parce que la plus grande part des sommes débloquées (environ les deux tiers) sont re-épargnées, soit dans les plans d'épargne entreprise, soit dans d'autres supports qui financent moins les entreprises, telle l'assurance – vie.
- Et parce qu'une opération exceptionnelle perturbe le fonctionnement des plans d'épargne, dont l'inscription dans une durée prévisible est essentielle pour un rendement optimum et sécurisé des fonds.

> L'inefficacité pour le développement d'une épargne longue, stable, et son impact attendu sur l'économie.

Le CIES, créé en 2002, s'est fixé comme but l'extension de l'épargne salariale à tous les salariés, et l'orientation de leurs placements vers des produits socialement responsables. L'en-cours de produits qu'il a labellisé vient de franchir le cap de la dizaine de milliards d'euros. Il reste encore beaucoup à faire pour rendre ces produits accessibles à tous les salariés. Le CIES y travaille, et il appelle aujourd'hui les pouvoirs publics à inscrire eux aussi leur action dans la continuité, hors de laquelle nulle réalisation n'est possible.

\*\*\*

Pour tous contacts : [www.ci-es.org](http://www.ci-es.org)